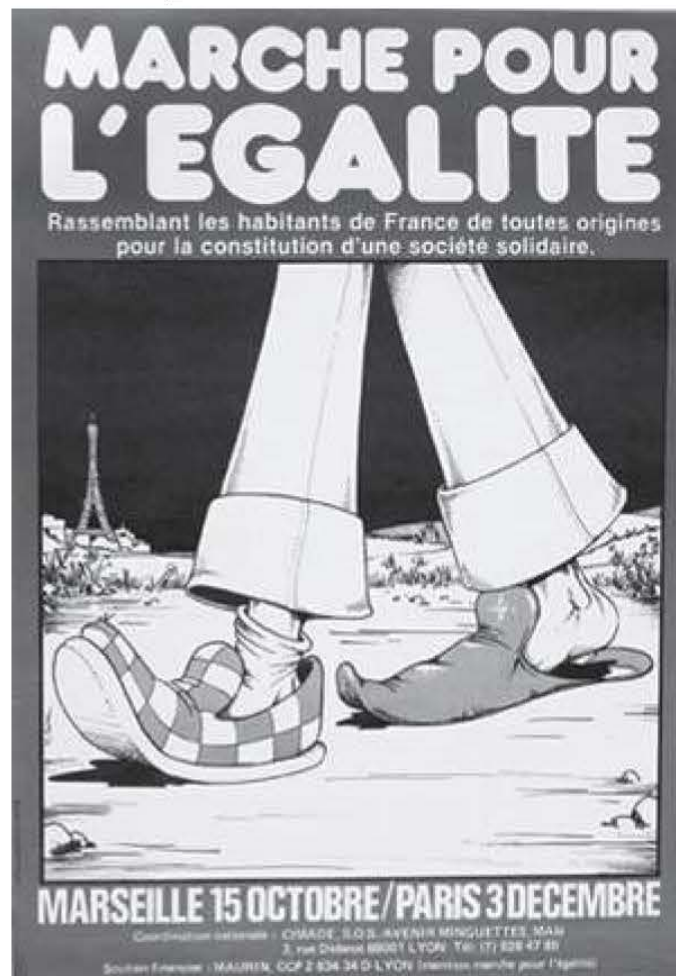




1983 - 2013 : 30 ans après «la Marche pour l'égalité et contre le racisme». Qu'en reste-t-il ?



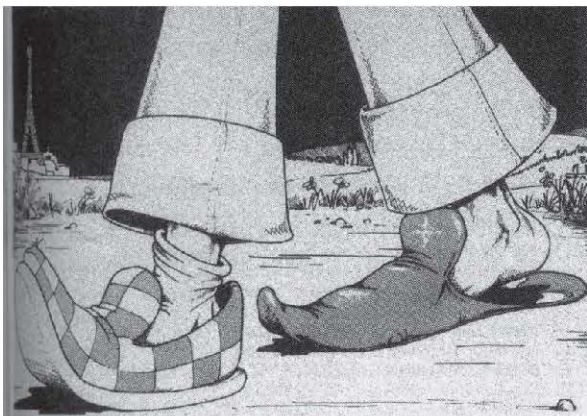
Le texte de la carte postale envoyée au Président de la République François Mitterrand (20 728 cartes au total).

«Monsieur le Président, Par cette carte, je tiens à manifester ma solidarité avec la Marche pour l'égalité partie de Marseille le 15 octobre et qui arrivera à Paris le 3 décembre 1983. Cette marche veut rassembler les habitants de France de toutes les origines pour la constitution d'une société solidaire.»





Le tract de la Marche



MARCHE POUR L'EGALITE ET CONTRE LE RACISME

DU SAMEDI 15 OCTOBRE AU SAMEDI 3 DECEMBRE 1983,
DE MARSEILLE A PARIS

Depuis le début du siècle, la France n'a cessé de faire venir, parce que son économie autant que son équilibre démographique en avaient besoin, d'importantes communautés étrangères qui se sont, pour plusieurs d'entre elles, progressivement fixées et insérées dans notre pays. Aujourd'hui, cependant, à l'occasion de la crise économique mondiale autant qu'en raison d'une crise d'identité qui frappe la société française qui ne trouve plus de représentation d'elle-même, un climat allant dans le sens d'un rejet des communautés d'origine immigrée, particulièrement des communautés du Maghreb, d'Afrique noire ou des Antilles, se développe dangereusement. Par leur multiplication autant que par leur retentissement et leurs implications, les comportements et les propos anti-étrangers, les meurtres et autres actes de violence à l'égard des jeunes Maghrébins, les arguments politiques employés dans des campagnes électorales (Municipales de mars et de septembre 1983) ne constituent pas des faits ponctuels et isolés, mais bien un glissement de toute la société, au delà parfois des clivages politiques. Et à regarder de près le vécu des communautés d'origine immigrée, on constate que sont nombreuses les injustices qui non seulement durent mais encore s'institutionnalisent (logement, travail, scolarité, etc.).

Pourtant, la Loi d'octobre 1981 relative au séjour des Etrangers, affirme que par leur travail et la durée de leur présence, les travailleurs immigrés et leurs familles ont acquis **LE DROIT DE VIVRE EN FRANCE**.

Pourtant, la Loi de juillet 1972 condamne tout acte de racisme.

Pourtant, la Circulaire du 29 avril 1976 du Premier Ministre, voulait favoriser le regroupement familial...

Etc...

En face de cette inquiétante évolution de la société française, pour aller à la rencontre de tous ceux et toutes celles qui veulent bien réfléchir sereinement à l'émergence d'une France devenue pluri-ethnique et multi-culturelle; pour manifester qu'il y a, malgré ce que l'on pourrait croire aujourd'hui, un peuple nombreux qui veut que la vie ensemble des communautés d'origines différentes soit possible dans la paix, la justice et pour le bonheur de tous... nous membres de la CIMADE, de S.O.S. AVENIR MINGUETTES et du M.A.N. de LYON, nous avons pris l'initiative d'une marche à travers la France, partie de Marseille le 15 octobre, pour arriver le 3 décembre à Paris.

Durant tout ce périple pacifique, nous voulons retrouver tous ceux et toutes celles qui veulent avec nous que l'égalité des droits l'emporte sur la ségrégation, que l'amitié ait raison du racisme, et que les chances de paix sociale l'emportent sur les 22 long rifle. La mobilisation que nous réussirons sera ainsi la meilleure réponse à la résurgence de «la bête immonde» du racisme qu'on aurait voulu savoir morte.

Vous pouvez nous soutenir en marchant avec nous, en venant nous rencontrer, en adressant une carte postale au Président de la République, en nous apportant votre soutien financier et en nous rejoignant à Paris le 3 décembre.

Coordination nationale : 3 rue Diderot 69001 Lyon. Soutien financier : MAURIN CCP 2 834 34 D Lyon

reprimé A.I.P.N. -





Ils nous ont fait...

«Désamorcer la bombe de rage qui nichait en [eux] et dont la minuterie était d'ailleurs déclenchée»

(Bouزيد Kara, *La Marche. Traversée de la France profonde*, Sindbad, 1984)

L'idée de la *Marche pour l'Égalité et contre le racisme* est venue, dit-on, de Toumi Djaïdja, Président de «SOS Avenir Minguettes», alors qu'il se trouvait à l'hôpital, blessé par balles par un policier. Elle partait du constat qu'il y avait une «gestion différenciée des illégalismes» puisque la Justice avait une propension à condamner les jeunes des cités émeutiers et à relaxer les «tontons flingueurs», dont des policiers, qui les chassaient littéralement : plusieurs morts violentes.

La Marche proprement dite est partie de la cité de la Cayolle à Marseille le 15 octobre 1983 dans l'indifférence et le scepticisme quasi-général avant d'arriver à Paris, après 1300 km de marche à pied et 1000 autres en train, le 3 décembre, où elle est accueillie triomphalement par plus de 100 000 personnes.

C'est l'enthousiasme inespéré qu'elle a suscité lors de sa traversée de la France qui a sorti certaines associations de leur tiédeur à la rejoindre, les médias et les politiques à prendre au sérieux ces jeunes stigmatisés en «délinquants marcheurs». Malgré l'hostilité manifeste de certaines municipalités à accueillir les marcheurs¹, les villes symboles qu'ils traversèrent grossissaient peu à peu le cortège (Valence, Lyon, Chambéry, Grenoble, Mulhouse, Amiens, Nancy, Strasbourg, Montbéliard, ...). Une traversée ponctuée d'instantanés de magie et de doute. L'hebdomadaire *Sans Frontière* en fut la grande plume. Il permit un suivi et un soutien indéfectible de cette Marche, de son départ jusqu'à Paris où le *Collectif Jeunes parisien* déjà sur le pied de guerre rendait hommage aux victimes algériennes du 17 octobre 1961, victimes de la police envoyée par le Préfet Papon, ancien collaborateur des nazis. Quoique la participation de leurs aînés fut timide, les marcheurs firent rendre visite aux ouvriers en grève, dont beaucoup d'immigrés, à l'usine Renault de Billancourt le 1er décembre, deux jours avant le grand rassemblement parisien. La tentative de certains médias qui voulurent voir dans cette marche une rupture des jeunes d'avec leurs aînés n'a donc pas pris.

Certes, des dissensions virent le jour au sein même des marcheurs comme des associations de soutien (qui fait quoi, quels mots d'ordre, quels alliés, se confronter ou ménager le gouvernement de Gauche, etc.), cependant le soutien et la sympathie des populations françaises et immigrées qui leur avaient réservé un accueil chaleureux à toutes les étapes leur apporta un grand réconfort dont ils avaient besoin (eux-mêmes n'y croyaient pas leurs yeux), car ces années furent l'avènement de l'extrême droite qui remporta les municipales de Dreux, années qui furent le théâtre d'attaques racistes et xénophobes sans précédent dont beaucoup de jeunes issus de l'immigration et leurs familles furent l'objet : brimades, propos racistes, contrôles sans motifs, «bavures» policières non sanctionnées, et plusieurs meurtres de jeunes². Époque où ça dégainait de partout si bien qu'un des slogans de la Marche était «rengainez, on arrive».

Devant cet enthousiasme populaire pour la cause des marcheurs, les médias se réveillent et s'emballent pour affubler par une étrange assignation identitaire ces marcheurs en les désignant par le terme «Beurs» que ces derniers considéraient comme un sobriquet venu de la banlieue parisienne.

Les revendications étaient multiples : égalité de traitement par la police et la justice, droit au travail et droit au logement, dignité et respect, carte de séjour de dix ans pour les étrangers, et surtout le vote des immigrés aux élections locales, une promesse de François Mitterrand qu'il a par deux fois abandonnée. On déchantait dès le lendemain de la réception «oblique» des marcheurs par François Mitterrand qui leur accorda, en guise de consolation, la carte unique de séjour de 10 ans pour les étrangers, mais foin de vote pour leurs papas ! Ils étaient venus avec un dictionnaire des inégalités, ils ressortirent de l'Élysée avec une carte en guise d'équité, loin de la priorité des marcheurs.





marcher !

Mais on retiendra, comme des pépites de l'histoire de l'immigration solidaire, les noms **des lieux** : Monmousseau, Minguettes, Vaulx-en-Velin, Vénissieux, Courneuve, Vintimille...; **des mouvements associatifs** : Cimade, Fasti, MAN, ASTI, Zaâma d'Banlieue, AFMA, Wahid Association, MTA, AJIV, ANGI, JALB, Gutemberg...; **des médias** : Sans Frontière/Baraka, Im'média, Expressions Immigrée-e-s Français-es, La semaine de l'émigration, Tiddoukla, Radio-Beur, radio Gazelle...; **des victimes** : Taoufik Ouanes, Habib Grimzi, Ben Mabrouk, Bénatir, Barka, Madak, Benkhelil, Guemia, Lareich, Zahir, Benmohammed, Hachichi, Bouteldja...³; **des marcheurs** : Toumi Djaïdja, Mahé, Henry, Costi, Ara, Tazdaït, Bouzid, Aïchoune, Kheira, Abel, Brahim, Titous, Marie-Laure, Farid, Farouk, Messaoudi, L'Haoua, Attalah, Belghoul, Vieira, Moghniss, Rachida, Delorme...

On commettra cependant une erreur si l'on réduisait cette Marche à un coup de colère spontanée de quelques jeunes. Leurs aînés dit silencieux se sont illustrés dans d'autres luttes (Grève aux foyers Soncotra, Usines Renault, etc.). Il faut aussi replacer cet événement dans la grande lignée des marches en Europe et dans le monde : Les paysans de Larzac, Gandhi pour la marche du sel, Luther King pour la marche des droits civiques, les marches de la faim (Washington au XIX^{ème} siècle), la longue marche des Chicanos, etc.

Si cette Marche permet, un instant, de saper les stéréotypes sur la cité, hélas, que de désillusions au lendemain du 3 décembre, puisqu'il n'y a pas eu de transformation de l'essai : politiser autrement la «question immigrée», aboutir par exemple sur un mouvement politique qui exprimerait et ancrerait ses revendications dans le temps. Mais les désengagements individuels, les dissensions entre les composantes de la Marche quant à la suite à donner à la Marche ont eu raison de l'espoir qu'elle a suscité. Il y eut quelques tentatives de rencontres (1984 : Assises d'associations qui se sont étripées à coups d'egos). Le mouvement s'est essouffé pour ne pas dire s'est auto-saboté. La 2^{ème} Marche à mobyettes, *Convergences 84*, à l'initiative de Farida Belghoul, fut vite noyautée par la main de Fatma que la déferlante *SOS Racisme* «mit sur le marché», récoltant ce faisant tout l'héritage symbolique des deux marches. C'en est fini dès lors des revendications initiales des marcheurs : le «pote» s'est substitué au «Beur». Une 3^{ème} Marche s'est improvisée sans succès. Une fois passée la *beurmania*, les feux se sont éteints.

Et maintenant ? Comment commémorer sans muséifier ? Quel héritage ? Quelle est la postérité de cette Marche ? On crut, au lendemain de la marche, qu'il y eut véritablement un renversement des représentations. Force est de constater que, trente ans après, le discours raciste qui s'exprimait dans les arrière-boutiques et au sein du Front national, est aujourd'hui repris au grand jour par d'autres formations politiques, et que les banlieues ne se portent guère mieux si ce n'est pire : le «problème immigré» s'articule au «problème musulman» : Al-Qaïda est estampillée sur la veste de chaque musulman. Les demandes en termes d'égalité et de justice sont éludées pour être retranscrites en termes de droit à la différence, de diversité, de multiculturalisme, d'antiracisme moral et abstrait.

Les marcheurs apprennent, à leur dépens, qu'il faut marier le couple Gandhi/Luther King à Frantz Fanon. C'est, on peut le dire, dans le dépit qu'ils célèbrent aux côtés de leurs enfants l'anniversaire d'un mouvement qui portait beaucoup d'espérance, de soif d'égalité, de justice et de fraternité ...

Oui, ils nous ont fait marcher ! ■

Achour Ouamara

1. Municipalités de droite (Poissy, Dijon, ...), municipalité de Gauche, mémorable Vénissieux, dirigée par Marcel Houël. Même aux Minguettes l'accueil fut glacial. Des menaces aux attentats firent changer de lieu d'arrivée de certaines étapes.
2. Dont la défenestration d'Habib Grimzi dans le train Bordeaux-Vintimille par des légionnaires, ce qui a mis en rogne les marcheurs et booster la marche en lui donnant plus de crédit auprès des politiques qui commencèrent à affluer pour se joindre à la Marche.
3. La décennie 1980 fut la plus meurtrière de l'histoire de l'immigration. Les jeunes issus de l'immigration maghrébine en furent les plus touchés. Rien que pour l'année 1983, on en dénombre 21 victimes de crimes racistes (par balles, couteaux, barres de fer, lynchage). On trouvera la liste exhaustive des victimes entre 1980 et 1990, dans Abdellali Hajjat, *La Marche pour l'égalité et contre le racisme*, Editions Amsterdam, Paris, 2013.





Farid L'Haoua, témoin et acteur de la Marche

A l'occasion des Débats des «Jeudis Citoyens», nous avons rencontré Farid L'Haoua qui a eu l'amabilité de nous tracer sa trajectoire de militant et quelques faits de *la Marche pour l'égalité et contre le racisme* de 1983. En voici le résumé :

Farid L'Haoua est tombé très tôt dans l'engagement. Il fourbit ses armes dès ses 16 ans en animateur bénévole dans les quartiers, défendant les Arméniens, les Indiens d'Amérique du Nord... C'est depuis l'ASTI¹ (Vienne) qu'il rejoignit la Marche à ses débuts après ses allers-retours Vienne/Lyon où il rencontra Christian Delorme, les animateurs de la Cimade, Zaïma d'Hanliene... C'est ainsi qu'il organise une étape de la Marche avant d'en devenir un des acteurs principaux : porte-parole et photographe².

Partie de Marseille, la Marche prend forme et consistance à Valence où elle est rejointe par beaucoup de jeunes. Selon lui, l'étape de Grenoble, grâce aux réseaux associatifs de cette ville, fut fondamentale et décisive par l'accueil enthousiaste des Grenoblois, ce qui relança la Marche de plus belle.

L'assassinat d'un jeune touriste algérien Grimzi, jeté d'un train par des légionnaires, enragea les marcheurs. Il provoqua un électrochoc tant et si bien que des personnalités politiques rejoignirent la marche pour la soutenir (Georgina Dufoix, Jacques Lang, le syndicaliste Edmond Maire...).

Farid L'Haoua témoigne de ces instants magiques mais aussi d'embûches et de doute, qui ont émaillé la Marche. Ainsi de cette situation coquasse où des Benbellistes³ tirés à quatre épingles s'introduisirent dans la Marche à Chambéry, avant d'en être écartés, ou des alertes à la bombe et menaces d'attentats, des municipalités opposées à l'accueil de la Marche, des peaux de bananes des pieds-noirs nostalgiques des colonies, jusqu'au keffieh palestinien que les marcheurs durent abandonner, à la demande de l'Elysée «alerté» par le CRIF, condition pour être reçu par François Mitterrand dont les invités furent triés pour éliminer les marcheurs connus pour leur radicalité ou ayant eu affaire avec la police et la justice.

Farid L'Haoua regrette que l'équipe des marcheurs reçus à l'Elysée n'ait obtenu que la carte unique de séjour de 10 ans pour les étrangers, car, note-t-il à juste titre, l'octroi de vote



Farid L'Haoua





aux étrangers non européens aurait créé un véritable lien entre les parents immigrés et leurs enfants qui sont pour la plupart électeurs puisque de nationalité française.

Les lendemains de la Marche ne furent pas joyeux ! Toumi Djaïdja, l'initiateur de la Marche et reçu en grande pompe à l'Elysée fut renvoyé en prison pour des « délits » anciens, avant d'être gracié. Beaucoup de marcheurs retournent à leurs occupations habituelles non sans le blues de l'anonymat qui accompagne l'extinction des feux de la rampe médiatiques qu'ils connurent un instant.

La Marche dite Convergences 84, avec des mobylettes, est aussi restée sans retombée politique. Elle se termina, à Paris, par un discours « radical » de Farida Belghoul qui a offusqué certaines associations de soutien au point de les démobiliser.

Les carences la Marche et ses suites ratées (difficultés d'organisation des associations actrices de la Marche) firent le lit à SOS racisme qui venait de naître pour s'emparer de tout ce que les deux marches ont engrangé de capital symbolique et d'espérance auprès des jeunes. SOS Racisme, par l'intermédiaire d'Harlem désir et de l'Union de Juifs de France (UJF), a même tenté non sans succès de « récupérer » certains marcheurs-leaders dans son organisation, à la condition qu'ils reconnaissent l'Etat d'Israël.

C'est avec amertume que Farid L'Haoua constate combien SOS racisme enterra les revendications sur l'égalité en mettant en avant l'antiracisme où s'étaient noyées toutes les revendications portées par la Marche.

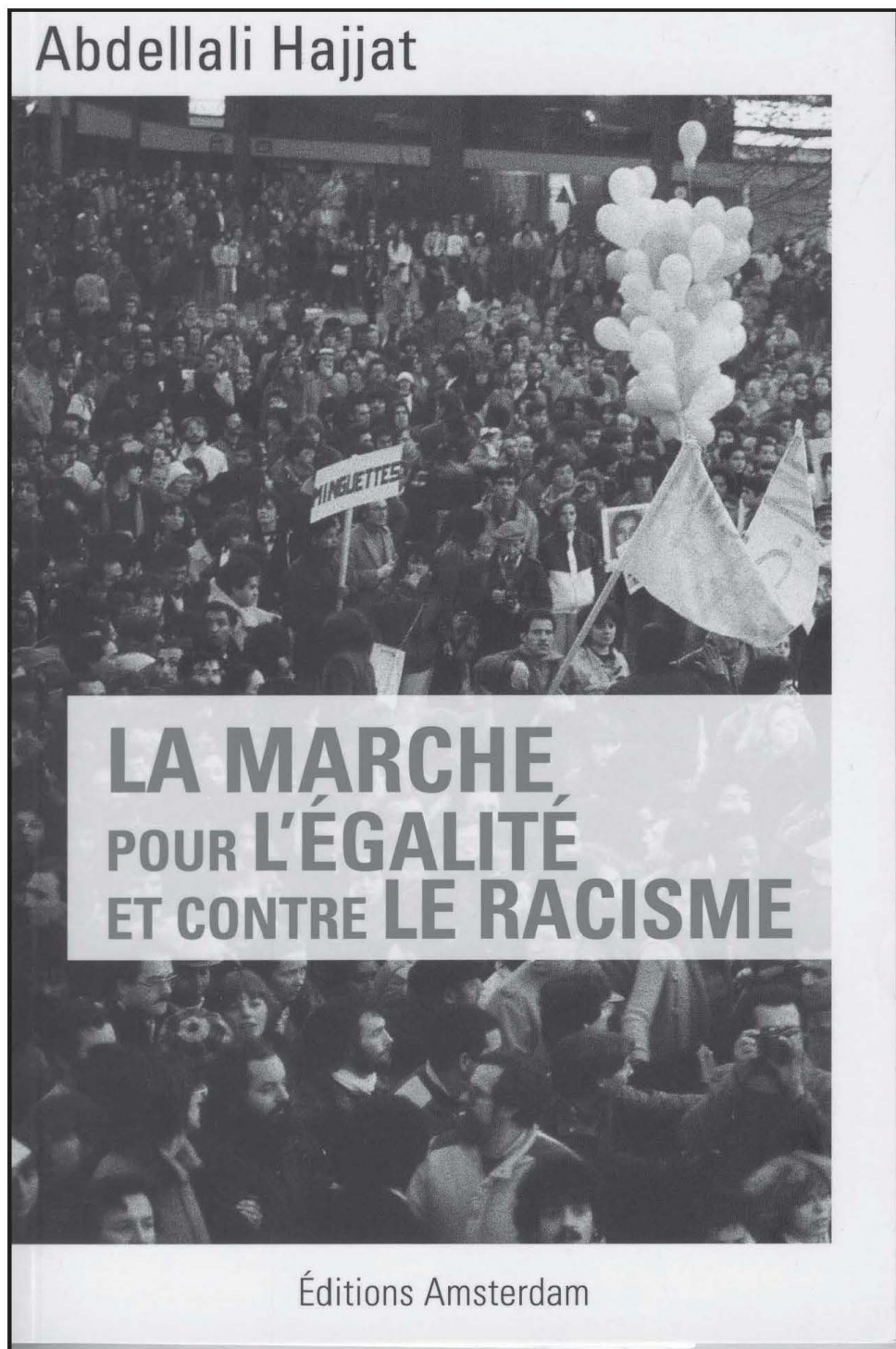
Puis vint la première guerre du Golf en 1990. Et c'est l'avènement du Musulman qui désigne sans nuance tout enfant d'immigré post-colonial. Le « Beur » médiatique est mort. La Marche tombe dans les oubliettes. Les Marcheurs, qui étaient plutôt un brin laïcards, démocrates et non violents, n'ont pas laissé d'« héritiers ». Et la transmission de la culture de la lutte n'a, semble-t-il, pas pris. Les problèmes d'il y a trente ans n'ont pas disparu, loin s'en faut, seules les réponses politiques le sont, si tant est qu'elles aient un jour réellement existé.

Retour à la case départ ! A Marseille comme à Navarre ! ■

Achour Ouamara

1. ASTI : Association de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés
2. Farid L'Haoua fera paraître très prochainement un livre témoignage de photographies prises tout le long de la Marche.
3. Partisan de l'ancien Président algérien Ben Bella





Une plongée dans l'histoire de la Marche... raisons, sous-basements, influences, tactiques, récupérations, espoirs, désenchantements... Voilà un livre qui remet les pendules à l'heure sur ce mouvement dont on ne mesure pas encore assez la portée historique et politique.





La Marche

film de *Nabil Ben Yadir*, 2013



1983-2013
La longue marche des Beurs
pour l'égalité
Nadia Hathroubi-Safsaf
Les points sur les i éditeurs, 2013



Revue Migrations, n°41
Editions Mémoires-
Génériques
Premier semestre 2013



La Marche
Bouzid Kara
Sindbad/Actes Sud, 2013

